

Rapport financier trimestriel de

**TRANSPORTS CANADA**  
(non audité)

Pour le trimestre terminé le 30 juin 2022

# TRANSPORTS CANADA

Rapport financier trimestriel

Pour le trimestre terminé le 30 juin 2022

---

## Table des matières

<b>COMPTE RENDU SOULIGNANT LES RESULTATS, LES RISQUES ET LES CHANGEMENTS IMPORTANTS QUANT AU FONCTIONNEMENT, AU PERSONNEL ET AUX PROGRAMMES</b>	<b>- 3 -</b>
<b>1. INTRODUCTION</b>	<b>- 3 -</b>
<b>1.1 POUVOIR, MANDAT ET ACTIVITES DE PROGRAMME</b>	<b>- 3 -</b>
<b>1.2 METHODE DE PRESENTATION DU RAPPORT</b>	<b>- 3 -</b>
<b>2. FAITS SAILLANTS DES RESULTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS ET CUMULATIFS</b>	<b>- 4 -</b>
<b>2.1 ETAT DES AUTORISATIONS</b>	<b>- 4 -</b>
<b>2.2 TABLEAU DES DEPENSES BUDGETAIRES MINISTERIELLES PAR ARTICLE COURANT</b>	<b>- 5 -</b>
<b>3. RISQUES ET INCERTITUDES</b>	<b>- 7 -</b>
<b>4. CHANGEMENTS IMPORTANTS QUANT AU FONCTIONNEMENT, AU PERSONNEL ET AUX PROGRAMMES</b>	<b>- 8 -</b>
<b>ETAT DES AUTORISATIONS (NON AUDITE)</b>	<b>- 9 -</b>
<b>DEPENSES BUDGETAIRES MINISTERIELLES PAR ARTICLE COURANT (NON AUDITEES)</b>	<b>- 10 -</b>

# TRANSPORTS CANADA

Rapport financier trimestriel

Pour le trimestre terminé le 30 juin 2022

---

## Compte rendu soulignant les résultats, les risques et les changements importants quant au fonctionnement, au personnel et aux programmes

### 1. Introduction

Le présent rapport financier trimestriel a été préparé par la direction tel qu'exigé par [l'article 65.1 de la Loi sur la gestion des finances publiques](#) et selon les modalités prescrites dans la [Directive sur les normes comptables, GC 4400 Rapport financier trimestriel des ministères](#).

Le rapport trimestriel devrait être lu de concert avec le Budget principal des dépenses et le Budget supplémentaire des dépenses (A).

Ce rapport trimestriel n'a pas fait l'objet d'un audit externe ou d'un examen.

### 1.1 Pouvoir, mandat et activités de programme

Une description sommaire des activités de programme de Transports Canada est présentée dans le [Budget principal des dépenses \(Partie II\)](#).

### 1.2 Méthode de présentation du rapport

Ce rapport trimestriel a été préparé par la direction en utilisant une comptabilité axée sur les dépenses. L'état des autorisations joint à ce rapport inclut les autorisations de dépenser de Transports Canada accordées par le Parlement et utilisées par Transports Canada, de manière cohérente avec le Budget principal des dépenses et le Budget supplémentaire des dépenses (A) pour l'exercice 2022-2023. Ce rapport financier trimestriel a été préparé en utilisant un référentiel à usage particulier conçu pour répondre aux besoins d'information financière à l'égard de l'utilisation des autorisations de dépenser.

Le gouvernement ne peut dépenser sans l'autorisation préalable du Parlement. Les autorisations sont accordées par l'entremise de lois de crédits, sous forme de limites annuelles, ou par l'entremise de lois sous forme de pouvoirs législatifs de dépenser à des fins déterminées.

Lorsque le Parlement est dissous pour la tenue d'une élection générale, l'article 30 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* autorise le gouverneur général, sous certaines conditions, à émettre un mandat spécial autorisant le gouvernement à retirer des fonds du Trésor. Un mandat spécial est considéré comme un crédit relatif à l'exercice au cours duquel il a été établi.

Transports Canada utilise la méthode de la comptabilité d'exercice intégrale pour la préparation de ses états financiers annuels qui font partie du processus de rapport sur les résultats ministériels. Toutefois, les pouvoirs de dépenser votés par le Parlement sont encore en fonction d'une comptabilité axée sur les dépenses.

# TRANSPORTS CANADA

Rapport financier trimestriel

Pour le trimestre terminé le 30 juin 2022

## 2. Faits saillants des résultats financiers trimestriels et cumulatifs

### 2.1 État des autorisations

Les autorisations totales disponibles de Transports Canada ont augmenté d'environ 793,6 millions de dollars, passant de 2 428,4 millions de dollars au 30 juin 2021 à 3 222,0 millions de dollars au 30 juin 2022, tel que résumé ci-après :

**Tableau 1 : Changements importants dans les autorisations (en milliers de dollars) :**

Autorisations <sup>(2)</sup>	2022-2023 <sup>(1)</sup>	2021-2022 <sup>(1)</sup>	Variance
Crédit 1 – Dépenses nettes de fonctionnement	747 756	744 562	3 194
Crédit 5 – Dépenses en capital	87 136	122 783	(35 647)
Crédit 10 – Subventions et contributions	2 158 099	1 333 548	824 551
Autorisations législatives budgétaires <sup>(2)</sup>	299 050	227 476	1 574
<b>Autorisations totales</b>	<b>3 222 041</b>	<b>2 428 369</b>	<b>793 672</b>

#### Notes :

(1) Les chiffres étant arrondis, leur somme pourrait ne pas correspondre au total indiqué ou détails fournis ailleurs.

(2) Voir l'État des autorisations pour plus de détails.

L'état des autorisations présenté à la fin du rapport présente les autorisations totales disponibles, les autorisations utilisées au cours du trimestre, le cumul des autorisations utilisées pour l'exercice en cours, ainsi que les chiffres comparatifs de l'exercice précédent. Par rapport à l'année précédente, les principales variations observées au 30 juin 2022 sont expliquées ci-après.

#### 2.1.1 Crédit 1 – Dépenses nettes de fonctionnement (augmentation de 3,2 millions de dollars)

Les dépenses de fonctionnement prévues ont augmenté de 3,2 millions de dollars de 2021-2022 à 2022-2023 notamment expliquées par les facteurs suivants :

- Augmentation des autorités de :
  - 21,6 millions de dollars pour le Plan d'action pour les sites contaminés fédéraux ;
  - 17,2 millions de dollars pour mettre en œuvre les exigences du gouvernement du Canada relatives à la vaccination obligatoire contre la COVID-19 pour les employés du secteur des transports sous réglementation fédérale ; et
  - 10,6 millions de dollars pour moderniser la sûreté et la sécurité ferroviaire pour protéger les Canadiens et leurs communautés.
- Compensée par une diminution dans les dépenses prévues de :
  - 17,7 millions de dollars en financement pour le Plan de protection des océans ;
  - 12,7 millions de dollars en financement pour l'initiative de modernisation de TC ;
  - 6,5 millions de dollars en financement pour la construction de la voie de contournement ferroviaire de Lac-Mégantic ;
  - 4,8 millions de dollars en financement pour l'examen de la réglementation du secteur des transports ; et
  - 4,0 millions de dollars à la suite des réductions des dépenses de voyage du Budget 2021.

# TRANSPORTS CANADA

Rapport financier trimestriel

Pour le trimestre terminé le 30 juin 2022

---

## 2.1.2 Crédit 5 – Dépenses en capital (diminution de 35,6 millions de dollars)

Les dépenses en capital autorisées ont diminué de 35,6 millions de dollars de 2021-2022 à 2022-2023 expliquées largement par les facteurs suivants :

- Diminution dans les dépenses prévues de :
  - 10,5 millions de dollars pour le Plan de protection des océans ;
  - 8,5 millions de dollars pour Soutenir le transport aérien essentiel pour accéder aux collectivités éloignées ;
  - 6,3 millions de dollars pour le Programme de contributions pour les services de traversier ;
  - 5,3 millions de dollars pour l'Initiative d'infrastructure fédérale ;
  - 2,8 millions de dollars pour le Programme de transfert des installations portuaires ; et
  - 2,7 millions de dollars pour Protéger la vie marine.

## 2.1.3 Crédit 10 – Subventions et contributions (augmentation de 824,6 millions de dollars)

Les autorisations de subventions et de contributions pour le crédit 10 ont augmenté de 824,6 millions de dollars de 2021-2022 à 2022-2023 expliquées en grande partie par les facteurs suivants :

- Augmentation dans les dépenses prévues de :
  - 694,7 millions de dollars pour le Fonds national des corridors commerciaux ;
  - 183,9 millions de dollars pour le Programme d'incitatifs pour l'achat de véhicules zéro émission ; et
  - 67,1 millions de dollars pour le Programme des infrastructures essentielles des aéroports.
- Compensée par une diminution dans les dépenses prévues de :
  - 64,9 millions de dollars pour le Fonds de soutien aux aéroports ; et
  - 57,7 millions de dollars pour Soutenir le transport aérien essentiel pour accéder aux collectivités éloignées.

## 2.1.4 Autorisations législatives budgétaires (augmentation de 1,6 millions de dollars)

Les dépenses prévues pour les autorisations législatives budgétaires ont augmenté de 1,6 millions de dollars principalement en raison d'une augmentation du financement des régimes d'avantages sociaux des employés de 5,0 millions de dollars et d'une augmentation du financement de 1,1 million de dollars pour le programme de subvention pour l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland. Ce qui précède a été compensé par une diminution de 4,6 millions de dollars des dépenses prévues de fonctionnement et en capital associée à la Corporation de gestion de la Voie maritime du Saint-Laurent (CGVMSL). La CGVMSL est responsable de gérer et d'exploiter la Voie maritime et d'entretenir, de réparer, d'acquérir et de remplacer les actifs de la Voie maritime navigable appartenant au gouvernement. Transports Canada est responsable de financer les besoins financiers de la CGVMSL nets de ces revenus.

## 2.2 Tableau des dépenses budgétaires ministérielles par article courant

Le tableau des dépenses budgétaires ministérielles par article courant présenté à la fin du rapport, dresse la liste des dépenses annuelles prévues, des dépenses pour le trimestre et le cumul des dépenses pour l'exercice en cours ainsi que les chiffres comparatifs de l'exercice précédent. Globalement, le cumul des dépenses à la fin du premier trimestre de 2022-2023 représente 12,0 % des dépenses annuelles prévues, ce qui est plus élevé que celui du premier trimestre (18,7 %) de 2021-2022.

Historiquement, la plupart des dépenses de grande valeur en subventions et contributions pour des projets d'infrastructure se produisent au cours du quatrième trimestre. Cela est attribuable au fait que la majorité des bénéficiaires soumettent leurs demandes de remboursement au dernier trimestre suivant la période de construction de l'été et de l'automne. Pour certaines catégories de dépenses de fonctionnement, les dépenses cumulatives réelles représentent seulement une petite partie des dépenses prévues, ce qui est consistant avec les années précédentes et avec les autres ministères du gouvernement fédéral. Ceci est surtout attribuable à un

---

# TRANSPORTS CANADA

Rapport financier trimestriel

Pour le trimestre terminé le 30 juin 2022

---

décalage entre la date où les biens ou services ont été obtenus et le moment lorsque les factures ont été reçues. De plus, il y a une augmentation des coûts opérationnels dans le dernier trimestre une fois que les réaffectations des budgets internes sont complétées, ainsi que lors de l'augmentation du financement pour les nouvelles initiatives dont les dépenses seront principalement encourues au quatrième trimestre.

Les écarts significatifs entre les deux années au 30 juin 2022 sont comme suit :

## Dépenses prévues

### ○ **Personnel**

Les dépenses prévues reliées au *Personnel* pour l'année 2022-2023 comparée à 2021-2022 ont augmenté d'environ 15,9 millions de dollars principalement attribuables à une augmentation du financement pour moderniser la sûreté et la sécurité ferroviaire afin de protéger les Canadiens et leurs collectivités et pour mettre en œuvre les exigences du gouvernement du Canada relatives à la vaccination obligatoire contre la COVID-19 pour les employés du secteur des transports sous réglementation fédérale.

### ○ **Transports et communications**

Les dépenses prévues reliées aux *Transports et communications* pour l'année 2022-2023 comparée à 2021-2022 ont diminué d'environ 15,7 millions de dollars en raison d'une diminution du financement du Plan de protection des océans et en raison des réductions des dépenses de voyages dans le Budget de 2021.

### ○ **Services professionnels et spéciaux**

Les dépenses prévues reliées aux *Services professionnels et spéciaux* pour l'année 2022-2023 comparée à 2021-2022 ont augmenté d'environ 11,0 millions de dollars en raison d'une augmentation du financement pour le Plan d'action pour les sites contaminés fédéraux.

### ○ **Acquisition de terrains, bâtiments et travaux**

Les dépenses prévues reliées aux *Acquisitions de terrains, bâtiments et travaux* pour l'année 2022-2023 comparée à 2021-2022 ont diminué d'environ 46,5 millions de dollars principalement en raison d'une diminution du financement global des dépenses en capital disponible. Les causes de la diminution des autorisations des dépenses en capital prévues sont expliquées à la section 2.1.2.

### ○ **Paiements de transfert**

Les dépenses prévues reliées aux *Paiements de transfert* pour l'année 2022-2023 comparée à 2021-2022 ont augmenté d'environ 825,6 millions de dollars. Les causes de la variation sont expliquées à la section 2.1.3.

## Dépenses cumulatives

### ○ **Personnel**

Les dépenses cumulatives reliées au *Personnel* au 30 juin 2022 ont diminué d'environ 6,9 millions de dollars par rapport à 2021-2022. L'écart s'explique principalement par les paiements salariaux rétroactifs versés en 2021-2022 lors du renouvellement des conventions collectives.

### ○ **Paiements de transfert**

Les dépenses cumulatives reliées aux *Paiements de transfert* au 30 juin 2022 ont diminué d'environ 73,9 millions de dollars par rapport à 2021-2022, principalement en raison d'une diminution de 38,0 millions de dollars des contributions pour Soutenir le transport aérien essentiel pour accéder aux collectivités éloignées et une diminution de 35,6 millions de dollars en paiements dans le cadre du Programme d'incitatifs pour l'achat de véhicules zéro émission.

# TRANSPORTS CANADA

Rapport financier trimestriel

Pour le trimestre terminé le 30 juin 2022

---

## ○ Autres subventions et paiements

Les dépenses cumulatives reliées aux *Autres subventions et paiements* au 30 juin 2022 ont augmenté d'environ 4,7 millions de dollars par rapport à 2021-2022. Cette augmentation s'explique principalement par la réallocation des dépenses de la Voie maritime du Saint-Laurent par article courant au cours de cet exercice financier qui a été réallouée différemment de l'an dernier.

## 3. Risques et incertitudes

Transports Canada tient à jour un profil de risque ministériel intégré qui identifie et évalue les risques de haut niveau qui pourraient affecter la réalisation de ses objectifs et de ses priorités. L'identification des risques et l'élaboration de réponses aux risques contribuent à la prise de décisions liées à l'établissement des priorités, la planification, l'affectation des ressources, l'élaboration de politiques, la gestion de programmes et l'établissement de rapports sur le rendement du Ministère.

La pandémie de COVID-19 a conduit les gouvernements du monde entier à adopter des mesures d'urgence pour lutter contre la propagation du virus. Pour faire face à ce risque, Transports Canada a pris diverses mesures pour assurer la continuité des activités ainsi que le bien-être et la sécurité des employés du Ministère lors de l'accomplissement de leurs activités professionnelles.

L'environnement économique actuel expose Transports Canada à un large éventail de risques financiers et économiques externes, comme l'inflation et les perturbations de la chaîne d'approvisionnement à l'échelle mondiale, qui pourraient limiter la capacité de Transports Canada à livrer ses programmes et à remplir son mandat dans ce contexte. Au cours des deux dernières années de pandémie mondiale, Transports Canada a amélioré ses cadres de résilience afin d'atténuer les perturbations causées par des menaces et des événements non traditionnels à l'infrastructure de transport essentielle du Canada. Le Ministère continuera de mettre en œuvre des mesures d'atténuation pour compenser ces risques externes et faciliter le rétablissement du système de transport suite à la pandémie de COVID-19. Transports Canada continuera également de collaborer avec les parties prenantes du gouvernement et de l'industrie pour mieux comprendre l'évolution de l'environnement des transports et développer des solutions novatrices et inclusives qui favorisent une reprise post-pandémique robuste.

Certains risques pourraient avoir des impacts financiers s'ils venaient à se réaliser ; par exemple, de nombreux facteurs qui affectent le calendrier des paiements de transfert échappent au contrôle du ministère et pourraient nécessiter le report de crédits aux années subséquentes. Pour minimiser ces impacts, Transports Canada surveille en permanence le financement de ses programmes et ses dépenses, y compris une revue mensuelle des plans et des prévisions par la haute direction.

Pour faire face aux risques associés aux problèmes de paye liés à Phénix, le Ministère a considérablement augmenté le nombre de ressources au sein de son unité de rémunération. De plus, Transports Canada a mis en place un système de gestion des dossiers d'indemnisation, introduit de nouveaux processus opérationnels pour le recouvrement des trop-payés et participe à une initiative sur l'intégrité des données avec d'autres ministères. Grâce à sa capacité accrue et à la mise en œuvre de nouvelles initiatives, le ministère a considérablement réduit son arriéré de problèmes de paie dans Phénix depuis janvier 2020.

Transports Canada met actuellement en œuvre des initiatives majeures qui comportent des risques liés à la coordination, la coopération et la performance interministérielle, ainsi qu'avec les résultats suite aux consultations auprès des intervenants clés dans le secteur des transports et des groupes autochtones. Il y a des risques et des incertitudes associés à la mise en œuvre des changements législatifs nécessaires, à l'introduction de nouvelles initiatives de recouvrement des coûts et à la réalisation des économies prévues résultant des opportunités d'efficacités identifiées. Le Plan de transformation de Transports Canada vise également à améliorer la viabilité financière du Ministère tout comme la réglementation de l'environnement dans les prochaines années.

Les défis liés au renouvellement, au développement et à la rétention d'une base diversifiée de talents représentent un risque pour la plupart des organisations. Transports Canada atténue ce risque grâce à diverses initiatives de dotation, de recrutement et de rétention, grâce à sa stratégie de planification de la relève, ainsi qu'en lançant rapidement des processus de dotation et en ayant du personnel expérimenté occupant de façon intérimaire des postes vacants.

# TRANSPORTS CANADA

Rapport financier trimestriel

Pour le trimestre terminé le 30 juin 2022

---

## 4. Changements importants quant au fonctionnement, au personnel et aux programmes

Le changement suivant dans les cadres supérieurs est survenu au cours du premier trimestre :

- À la suite de la mise en œuvre d'un modèle à deux sous-ministres adjoints délégués au sein du Groupe des politiques, le sous-ministre et le sous-ministre délégué ont annoncé la nomination de Craig Hutton au poste de sous-ministre adjoint délégué par intérim, Politiques, à compter du 9 mai 2022.

Approuvé par :

Original signé par

Michael Keenan,  
Sous-ministre  
Ottawa, Canada

29 août 2022

Tracey Sametz pour Ryan Pilgrim, CPA, CA  
Dirigeant principal des finances  
Ottawa, Canada

15 août 2022

# TRANSPORTS CANADA

Rapport financier trimestriel

Pour le trimestre terminé le 30 juin 2022

## État des autorisations (non audité)

<i>(en milliers de dollars)</i>	Exercice 2022-2023			Exercice 2021-2022		
	Crédits totaux disponibles pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023 <sup>(1)</sup>	Crédits utilisés pour le trimestre terminé le 30 juin 2022	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre	Crédits totaux disponibles pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022 <sup>(1)</sup>	Crédits utilisés pour le trimestre terminé le 30 juin 2021	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement	831 997	198 663	198 663	827 696	189 184	189 184
Crédit 1 – Revenus à valoir sur le crédit	(84 241)	(8 548)	(8 548)	(83 134)	(8 144)	(8 144)
<b>Crédit 1 – Dépenses nettes de fonctionnement</b>	<b>747 756</b>	<b>190 115</b>	<b>190 115</b>	<b>744 562</b>	<b>181 040</b>	<b>181 040</b>
<b>Crédit 5 – Dépenses en capital</b>	<b>87 136</b>	<b>8 057</b>	<b>8 057</b>	<b>122 783</b>	<b>6 008</b>	<b>6 008</b>
<b>Crédit 10 – Subventions et contributions</b>	<b>2 158 099</b>	<b>56 692</b>	<b>56 692</b>	<b>1 333 548</b>	<b>134 497</b>	<b>134 497</b>
<b>Autorisations législatives budgétaires</b>						
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	92 401	28 925	28 925	87 335	29 610	29 610
Ministre des Transports – Traitement et allocation pour automobile	93	23	23	91	23	23
Versements à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada – le pont Victoria, Montréal	3 300	2 535	2 535	3 300	2 159	2 159
Paiement de subvention pour l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland	71 100	72 866	72 866	70 000	69 306	69 306
Paiements versés conformément aux ententes de la Voie maritime du Saint-Laurent	62 156	25 600	25 600	66 750	28 600	28 600
Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	-	-	-	-	2 882	2 882
<b>Autorisations législatives budgétaires totales</b>	<b>229 050</b>	<b>129 949</b>	<b>129 949</b>	<b>227 476</b>	<b>132 580</b>	<b>132 580</b>
<b>Autorisations totales</b>	<b>3 222 041</b>	<b>384 813</b>	<b>384 813</b>	<b>2 428 369</b>	<b>454 125</b>	<b>454 125</b>

Note :

(1) N'incluent que les autorisations disponibles pour l'exercice et accordées par le Parlement à la fin du trimestre.

# TRANSPORTS CANADA

Rapport financier trimestriel

Pour le trimestre terminé le 30 juin 2022

## Dépenses budgétaires ministérielles par article courant (non auditées)

<i>(en milliers de dollars)</i>	Exercice 2022-2023			Exercice 2021-2022		
	Dépenses prévues pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023	Dépensées durant le trimestre terminé le 30 juin 2022	Cumul des dépenses à la fin du trimestre	Dépenses prévues pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022	Dépensées durant le trimestre terminé le 30 juin 2021	Cumul des dépenses à la fin du trimestre
<b>Dépenses:</b>						
Personnel	691 829	178 856	178 856	675 947	185 706	185 706
Transports et communications	14 642	3 935	3 935	30 324	1 449	1 449
Information	6 422	904	904	5 998	661	661
Services professionnels et spéciaux	173 750	27 649	27 649	162 725	23 747	23 747
Location	10 415	3 996	3 996	9 914	2 666	2 666
Réparation et entretien	12 146	1 804	1 804	11 850	2 199	2 199
Services publics, fournitures et approvisionnements	13 895	5 151	5 151	15 502	3 120	3 120
Acquisition de terrains, bâtiments et travaux	68 562	16 088	16 088	115 017	19 980	19 980
Acquisition de machinerie et matériel	57 193	10 250	10 250	61 363	8 901	8 901
Paiements de transfert	2 232 499	132 093	132 093	1 406 848	205 962	205 962
Autres subventions et paiements	24 929	12 635	12 635	16 015	7 878	7 878
<b>Dépenses budgétaires brutes totales</b>	<b>3 306 282</b>	<b>393 361</b>	<b>393 361</b>	<b>2 511 503</b>	<b>462 269</b>	<b>462 269</b>
<b>Moins les revenus affectés aux dépenses:</b>						
Recettes nettes en vertu d'un crédit	(84 241)	(8 548)	(8 548)	(83 134)	(8 144)	(8 144)
<b>Total des revenus affectés aux dépenses</b>	<b>(84 241)</b>	<b>(8 548)</b>	<b>(8 548)</b>	<b>(83 134)</b>	<b>(8 144)</b>	<b>(8 144)</b>
<b>Dépenses budgétaires nettes totales</b>	<b>3 222 041</b>	<b>384 813</b>	<b>384 813</b>	<b>2 428 369</b>	<b>454 125</b>	<b>454 125</b>